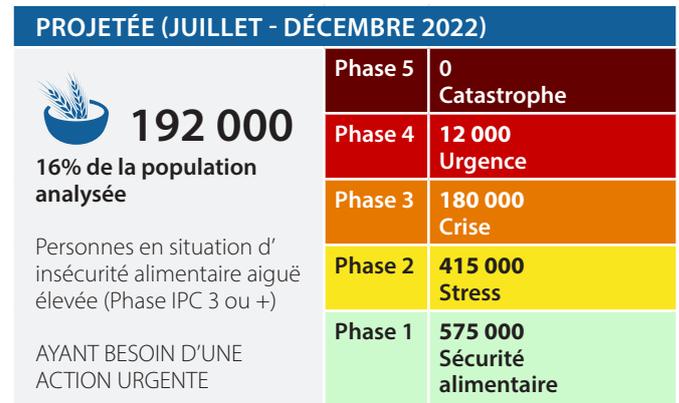
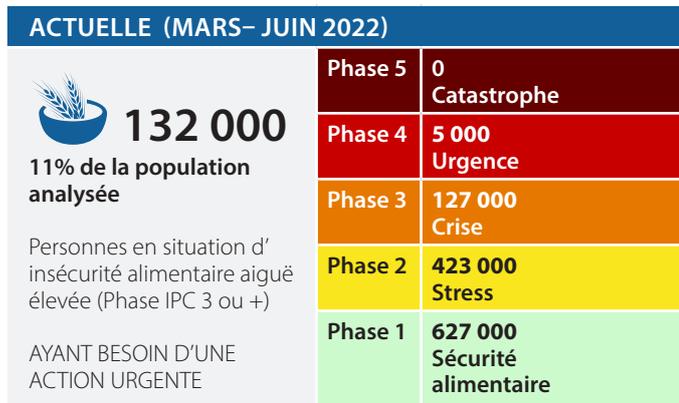


# RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

## ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË MARS - DÉCEMBRE 2022

Publié en mai 2022

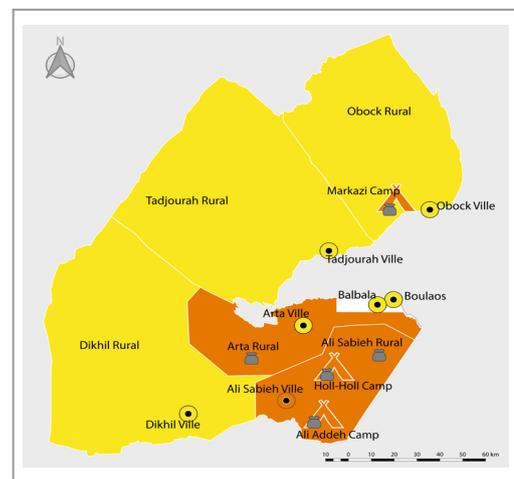


### VUE D'ENSEMBLE

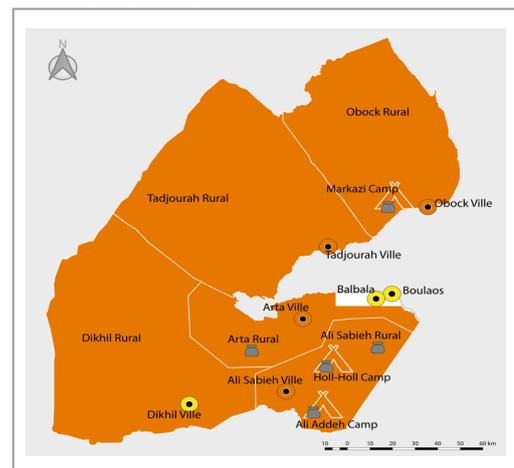
Pour la période d'analyse actuelle allant de mars à juin 2022, environ 132 000 personnes, représentant 11% de la population analysée (de près d'1,2 million de personnes), sont estimées en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC). Plus particulièrement, on estime que 5 000 personnes (moins d'un pourcent de la population analysée) connaissent une insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) et environ 127 000 personnes (11 % de la population analysée) sont en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). De plus, environ 423 000 personnes (36% de la population analysée) sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). Parmi les 15 zones analysées (cinq zones rurales, sept zones urbaines et trois camps de réfugiés), les trois zones d'Ali Sabieh Rural, Ali Sabieh Ville et Arta Rural ainsi que les trois camps de réfugiés (Markazi d'Obock, Ali Addeh et Holl-Holl d'Ali Sabieh) sont identifiés en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC), avec au moins 20 à 40 % de leur population en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC). Les autres zones sont classées en situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Le déclenchement du conflit Ukraino-Russe pèse lourdement sur l'économie Djiboutienne, provoquant une hausse des prix des produits alimentaires de base que Djibouti importe d'Ukraine, tels que la farine, le blé et l'huile. Selon le rapport de l'INSTAD, l'Indice de prix à la consommation de février 2022 indique que les prix des « produits alimentaires et des boissons non alcoolisées » ont enregistré une hausse de +0.8% au cours du mois de février par rapport au mois précédent. Cette hausse, est due, en partie, à une augmentation de prix, des « Pains » (+8.3 %), des « Légumes frais en fruits ou racine » (+2.7%) et des « Céréales non-Transformées » (+1.8%). Cette hausse est cependant atténuée par une baisse des prix des « Laits » (-2.7%) et des « Sucres » (-2.3%). Par ailleurs, l'évolution des prix des « produits alimentaires et des boissons non alcoolisées » a enregistré une hausse de (+1.3%) en glissement trimestriel et une hausse de +3.8% sur les douze derniers mois. Avec le Ramadan (avril 2022), période au cours de laquelle une augmentation des prix des denrées alimentaires est généralement constatée, les hausses de prix devraient se poursuivre qui réduiraient le pouvoir d'achat de la plupart des ménages également confrontés à une faible disponibilité alimentaire et à l'impact des conditions de sécheresse.

### Situation actuelle mars – juin 2022



### Situation projetée juillet – décembre 2022



### LÉGENDE

#### Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- |   |  |   |
|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li><span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #c6e0b4; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span> 1 - Minimale</li> <li><span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #ffff99; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span> 2 - Stress</li> <li><span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #ffc000; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span> 3 - Crise</li> <li><span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #ff6600; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span> 4 - Urgence</li> <li><span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: #cc0000; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span> 5 - Famine</li> </ul> | <p><b>Symboles de la carte</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> Classification des zones d'installation urbaines</li> <li> Classification des zones d'installation de PDI/autres</li> </ul> <p><b>Niveau de preuve</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>** Moyen</li> </ul> | <p><b>La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire</li> <li> Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire</li> </ul> |
|---|--|---|

Le suivi pluviométrique « dataviz » du Programme Alimentaire Mondial (PAM) indique pour les trois premières décades de janvier et février 2022 une pluviométrie et un indice de végétation normale. La troisième décade de mars 2022 se caractérise par une pluviométrie en dessous de normale de 2,7 mm comparée à une moyenne de 4,5 mm avec indice de végétation nul. Les anomalies pluviométriques des trois premiers mois de l'année 2022 se situent au-dessus de la normale avec une variation de 112 à 126% par rapport à la moyenne. Les anomalies de végétation des trois premiers mois de l'année se situent presque au niveau normal. L'Afrique de l'Est, et en particulier certaines parties de la Somalie, de Djibouti, de l'Éthiopie et du Kenya, connaissent les conditions les plus sèches et les températures les plus chaudes depuis quelques semaines. Par ailleurs, Djibouti est frontalier de l'Éthiopie et de la Somalie pour lesquels certaines zones sont confrontées à la sécheresse depuis quelques semaines maintenant. Dans certaines zones de Djibouti, les périodes de sécheresse prolongées pourraient rapidement se transformer en situation de sécheresse affectant ainsi les moyens d'existence des ménages et accentuant leurs vulnérabilités socio-économiques. La sécheresse qui frappe actuellement l'Afrique de l'Est a été particulièrement dévastatrice pour les petits agriculteurs et éleveurs de la Corne, qui sont déjà vulnérables aux chocs liés au climat. Les conditions de sécheresse ont entraîné l'assèchement des puits et la perte de bétail, affectant finalement particulièrement les revenus et des moyens d'existence des populations rurales de Djibouti.

Pour la période d'analyse projetée (juillet - décembre 2022), le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) devrait passer à 192 000 personnes, soit 16 % de la population totale analysée contre 11 % pour l'analyse actuelle (mars à juin 2022). Les prix des denrées alimentaires importées d'Ukraine devraient continuer d'augmenter. En outre, l'augmentation des prix mondiaux du pétrole en raison du contexte politique mondial pourrait induire une hausse des prix du fret et des coûts de transport des marchandises se répercutant à la hausse sur tous les biens importés. La sécheresse continuera d'avoir un impact négatif, en particulier sur les ménages ruraux et leurs moyens de subsistance. Ainsi, sur la période projetée, environ 180 000 personnes (15% de la population analysée) sont susceptibles de faire face à une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) et environ 12 000 personnes (1% de la population analysée) à une insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Par ailleurs, environ 415 000 personnes (35 % de la population analysée) devraient être en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

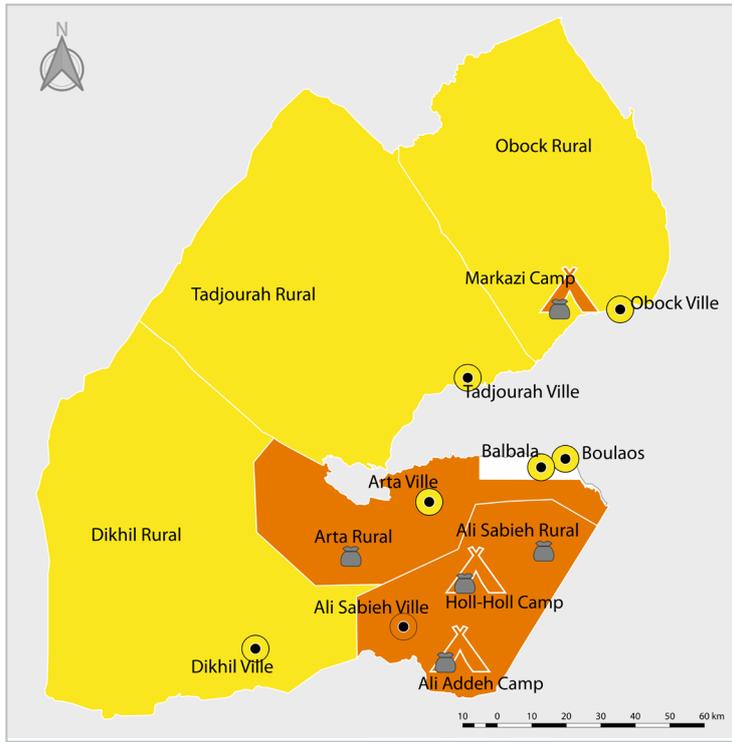
#### Facteurs clés de l'insécurité alimentaire pour l'analyse actuelle :

**Le contexte politique et économique mondial :** Les récents événements survenus en Ukraine, à la suite des conflits politiques avec la Russie, ont déjà conduit à la fermeture de ports, à des dommages aux infrastructures de transport terrestre et aux ports maritimes, ainsi qu'aux infrastructures de stockage et de transformation. L'augmentation des prix des produits pétroliers due au conflit a induit l'inflation de tous les biens importés en raison de l'augmentation des prix du fret. Djibouti dépend des importations en provenance d'Ukraine pour le pétrole, le blé et la farine. Cela a entraîné une flambée des prix de ces biens depuis le début du conflit. En mars 2022, le Ministère du Commerce et du Tourisme a indiqué que depuis le début de la pandémie de COVID-19, les prix des denrées alimentaires ont grimpé en flèche dans le monde, mettant sous pression les pays les plus fragiles. Outre, le COVID-19, le conflit entre l'Ukraine et la Russie qui sont deux poids lourds de la production agricole, a provoqué une envolée des prix des produits de première nécessité. Plusieurs raisons conjuguées expliquent ces hausses. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les prix du pétrole constituent des facteurs déterminants des prix alimentaires qui ont atteint leur plus haut niveau depuis sept ans. Cette conjoncture mondiale a provoqué, au niveau national, des répercussions sur les prix de certaines denrées alimentaires de première nécessité telles que le sucre, l'huile et la farine qui connaissent déjà des hausses assez importantes.

**Faible pluviométrie et saisons sèches prolongées :** Les faibles conditions pluviométriques et les saisons sèches prolongées récurrentes ont entraîné l'assèchement de nombreuses sources d'eau et également la perte de bétail, en particulier dans les zones rurales où la majorité des ménages dépendent des pâturages pour leur bétail.

**La perte d'emploi :** Les pertes d'emplois ont été largement signalées parmi les ménages enquêtés. Malgré le plan de réponse du gouvernement, les entreprises privées ont du mal à relancer leurs productions parce que les marchandises importées et les matières premières sont devenues chères au niveau international. Par conséquent, il devient difficile de maintenir le même niveau d'importation et de production. Ceci affecte les emplois occasionnels ou journaliers, en le rendant encore plus précaires et instables pour les ménages aussi bien urbains que ruraux. Dans ce contexte économique fragile, le gouvernement a décrété une nouvelle imposition fiscale (TIC) sur toutes les importations des marchandises et de matières premières des entreprises du secteur de construction. A cause de cette imposition, ce secteur risque aussi d'employer de moins en moins des travailleurs occasionnels et journaliers, et une nouvelle pression stressante pour les ménages ayant comme principale source de revenu les emplois occasionnels.

## CARTE ET TABLEAU DE POPULATION DE LA SITUATION ACTUELLE (MARS – JUIN 2022)



### LÉGENDE

#### Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine

#### Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

#### La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
- Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

#### Niveau de preuve

\*\* Moyen

Région	Région analysée	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Ali Sabieh	Ali Addeh Camp	17 013	3 403	20	6 805	40	5 955	35	851	5	0	0	3	6 806	40
	Ali Sabieh Rural	15 356	6 142	40	5 375	35	3 071	20	768	5	0	0	3	3 839	25
	Ali Sabieh Ville	31 195	14 038	45	10 918	35	6 239	20	0	0	0	0	3	6 239	20
	Holl-Holl Camp	8 012	2 404	30	3 205	40	2 003	25	401	5	0	0	3	2 404	30
	<b>Total</b>	<b>71 576</b>	<b>25 986</b>	<b>36</b>	<b>26 303</b>	<b>37</b>	<b>17 268</b>	<b>24</b>	<b>2 019</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>19 287</b>	<b>27</b>
Arta	Arta Rural	22 791	5 698	25	9 116	40	6 837	30	1 140	5	0	0	3	7 977	35
	Arta Ville	14 159	7 080	50	4 956	35	1 416	10	708	5	0	0	2	2 124	15
	<b>Total</b>	<b>36 950</b>	<b>12 777</b>	<b>35</b>	<b>14 072</b>	<b>38</b>	<b>8 253</b>	<b>22</b>	<b>1 848</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>10 101</b>	<b>27</b>
Dikhil	Boulaos	82 136	28 748	35	41 068	50	12 320	15	0	0	0	0	2	12 320	15
	Dikhil Ville	24 806	9 922	40	12 403	50	2 481	10	0	0	0	0	2	2 481	10
	<b>Total</b>	<b>106 942</b>	<b>38 670</b>	<b>36</b>	<b>53 471</b>	<b>50</b>	<b>14 801</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>14 801</b>	<b>14</b>
Djibouti Ville	Balbala	411 611	226 386	55	144 064	35	41 161	10	0	0	0	0	2	41 161	10
	Boulaos	368 284	257 799	70	92 071	25	18 414	5	0	0	0	0	2	18 414	5
	<b>Total</b>	<b>779 895</b>	<b>484 185</b>	<b>62</b>	<b>236 135</b>	<b>30</b>	<b>59 575</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>59 575</b>	<b>8</b>
Obock	Markazi Camp	2 862	1 002	35	1 145	40	716	25	0	0	0	0	3	716	25
	Obock Rural	52 839	21 136	40	23 778	45	7 926	15	0	0	0	0	2	7 926	15
	Obock Ville	21 136	7 398	35	10 568	50	2 114	10	1 057	5	0	0	2	3 171	15
	<b>Total</b>	<b>76 837</b>	<b>29 535</b>	<b>38</b>	<b>35 490</b>	<b>46</b>	<b>10 755</b>	<b>14</b>	<b>1 057</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>11 812</b>	<b>15</b>
Tadjourah	Tadjourah Rural	93 623	32 768	35	46 812	50	14 043	15	0	0	0	0	2	14 043	15
	Tadjourah Ville	15 852	3 170	20	10 304	65	2 378	15	0	0	0	0	2	2 378	15
	<b>Total</b>	<b>109 475</b>	<b>35 938</b>	<b>33</b>	<b>57 115</b>	<b>52</b>	<b>16 421</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>16 421</b>	<b>15</b>
<b>Grand Total</b>		<b>1 181 675</b>	<b>627 092</b>	<b>53</b>	<b>422 586</b>	<b>36</b>	<b>127 073</b>	<b>11</b>	<b>4 923</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>131 997</b>	<b>11</b>

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue.

## VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE (MARS– JUIN 2022)

### Facteurs clés de l'insécurité alimentaire pour l'analyse actuelle :

Pour la période d'analyse actuelle (mars – juin 2022), on estime que 5 000 personnes (moins de 1 % de la population analysée) connaissent une insécurité alimentaire d'urgence (Phase 4 de l'IPC) tandis qu'environ 127 000 personnes (11 % de la population analysée) sont classées en Crise (Phase 3 de l'IPC) et environ 423 000 personnes (36% de la population analysée) sont identifiées en Stress (phase 2 de l'IPC). Parmi les 15 zones analysées dont cinq zones rurales, sept zones urbaines et trois camps de réfugiés), on note que trois zones (Ali Sabieh Rural, Ali Sabieh Ville et Arta Rural) et les trois camps de réfugiés (Markazi d'Obock, Ali Addeh et Holl-Holl d'Ali Sabieh) sont classés en Phase 3 de l'IPC (situation de Crise), avec au moins 20 à 40 % de leur population faisant face à une insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC). Les autres zones sont classées en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Par rapport à la période courante (octobre – décembre 2020) de l'analyse IPC réalisée en octobre 2020 qui prenait en compte les effets de la pandémie de COVID-19, le nombre actuel de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC) diminue légèrement, passant de 14% de la population en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC) à 11% sur la période courante de l'analyse.

Les périodes de sécheresse prolongées restent un facteur clé moteur de l'insécurité alimentaire aiguë. Les dernières données relevées sur les différents bassins-versants de la République de Djibouti font état du bas niveau des nappes phréatiques. Malheureusement, le déficit pluviométrique enregistré de moins de 145 mm n'a pas permis une amélioration de la situation. En l'absence quasi-totale de pluies au cours du mois de février 2022, cumulée au déficit de pluies sur la majeure partie du territoire en 2021, la dégradation de l'état des cultures végétales et des pâturages naturels sur l'ensemble du pays s'est accentuée. La baisse rapide des niveaux d'eau dans les puits traditionnels et les réserves d'eau des citernes enterrées et des retenues qui constituent les sources d'abreuvement du cheptel et d'approvisionnement en eau de boisson des populations rurales nomades ont également été constatés.

La sécheresse en milieu rural a eu un impact sur les moyens d'existence pastoraux dans tout le pays, signalé par 23% des ménages. En raison de la sécheresse actuelle, le nombre de têtes de bétail que possèdent actuellement les ménages ruraux a diminué en moyenne, selon 22 % des ménages, par rapport à la même période l'année dernière.

L'état corporel du bétail est médiocre à moyen, ce qui entraîne une baisse des prix du bétail et de la production laitière. La taille des troupeaux a également stagné ces dernières années en raison des effets cumulatifs des sécheresses - par rapport à septembre 2013 où les unités de bétail tropicales (UBT) s'élevaient à 3,2 par habitant, le février 2022 était de 2,7 UBT par habitant. Les sécheresses récurrentes de ces dernières années ont réduit la détention de bétail, qui s'élève actuellement à 0,5 par ménage en moyenne. La possession de volailles est également faible ; la plupart des ménages possèdent soit des chèvres, soit des moutons, mais surtout les premières.

Au niveau des ménages, les chocs les plus signalés sont la flambée des prix des denrées alimentaires maintenant exacerbés par le conflit en Ukraine et celui de l'Éthiopie voisine, le manque des pluies et les pertes d'emplois (également prédominantes dans les communautés de réfugiés). En outre, la hausse des prix d'autres articles non alimentaires a également été signalée comme choc majeur subi par les ménages.

**Disponibilité :** L'invasion des criquets pèlerins a interrompu les productions agricoles des petits fermiers, car cette invasion a coïncidé avec la saison des récoltes des produits maraîchers. Les pâturages ont aussi été affectés de manière disproportionnée dans trois régions affectant plus de 1000 ha de terre. Cette situation a sévèrement touché le sud du pays (Ali Sabieh et Dikhil). Selon les résultats de l'évaluation conduite par le Gouvernement avec l'appui de la FAO, 1 700 jardins agricoles sur 23 sites ont été affectés et 5 000 ha de pâturages ont été détruits en particulier dans les milieux ruraux.

Djibouti satisfait jusqu'à 90 % de ses besoins alimentaires par des importations : le blé provient à 45% d'Ukraine tandis que la farine est importée à 60% de Turquie et à 21% des Emirats arabes unis (UAE). La production locale de l'huile dépend également entièrement de l'importation de la matière première en provenance de Malaisie. Seulement 4 % de la surface totale des terres est arable, tandis que la production agricole et animale représente entre 3 et 4 % du produit intérieur brut (PIB) et ne peut satisfaire que 10 % des besoins de consommation du pays. Par conséquent, la disponibilité alimentaire se fait principalement par le biais du marché. La crise en Ukraine a entraîné la réduction des capacités de production manufacturière en raison de la diminution de l'accès aux intrants importés, la hausse des prix et a touché de manière disproportionnée les habitants des zones urbaines et rurales. La crise a impacté à la fois les classes pauvres et moyennes et a accentué leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire suite à l'accès limité à l'alimentation. Pour lutter contre la flambée des prix, le Gouvernement s'est engagé auprès des commerçants à une exonération des taxes sur les produits alimentaires importés (le blé, la farine, le sucre et l'huile importé). Le gouvernement a aussi encouragé les sociétés locales à doubler leur production de l'huile végétale dans les mois à venir afin de combler les carences de l'importation de l'huile.

**Accès :** Le pays connaît une augmentation générale des prix des aliments de base et des articles non alimentaires, avec environ 36 % des ménages Djiboutiens consacrant plus de 65 % de leur revenu mensuel aux dépenses alimentaires. Les prix de deux produits de grande consommation (huile et farine de blé), ont connu de fortes hausses. Les prix des « produits alimentaires et des boissons



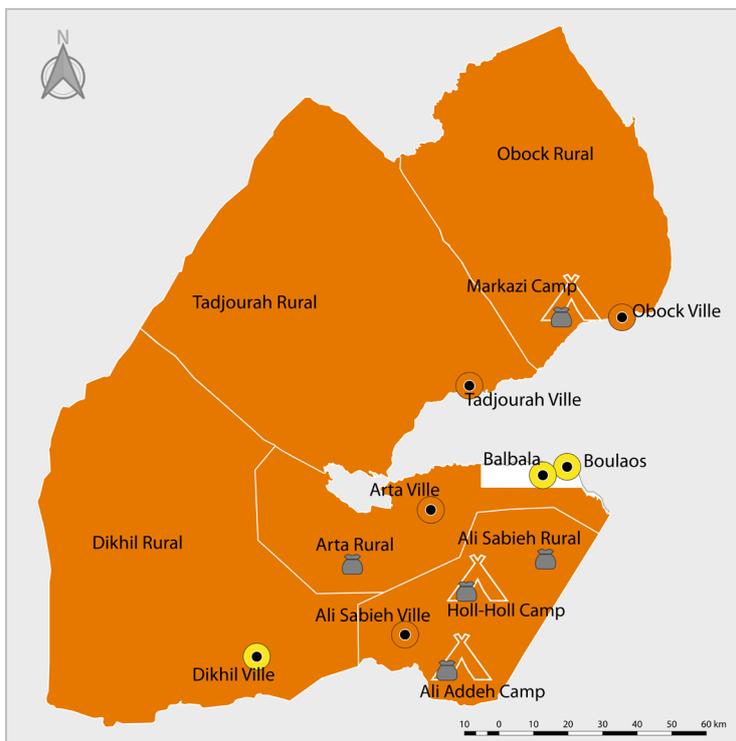
non alcoolisées » ont enregistré une hausse de +1.3% en glissement trimestriel et de +3.8% sur les douze derniers mois. Le conflit en Ukraine a également eu un impact sur les prix des produits de base sur le marché. Par exemple, le bidon de 5 litres d'huile est passé en moyenne de 1575 DJF (1 USD = 177 DJF) en février 2022 à 2100 DJF en début mars 2022, soit une hausse de 33% en une semaine, tandis que le prix de la farine a augmenté de 15% pendant la même période. Les hausses enregistrées pour les prix de l'huile et de la farine conjuguées à la période du Ramadan où les prix des fruits et légumes connaissent habituellement des augmentations risquent de baisser fortement le pouvoir d'achat des ménages djiboutiens.

L'impact de la sécheresse dans les zones rurales est également aggravé par les prix élevés des produits alimentaires et non alimentaires qui ont principalement réduit la capacité des ménages à accéder à la nourriture et ont contribué à la prévalence de l'insécurité alimentaire à Arta (40%), Obock (31-32%), Ali Sabieh (23%) et Tadjourah (16%), à la perte de revenus due au manque et/ou à la perte d'opportunités d'emploi.

**Utilisation :** La principale source d'eau potable est l'eau courante (branchement intérieur ONEAD) pour 34 % des ménages. Seuls 12 % des ménages ont déclaré traiter leur eau avec du chlore ou de l'eau de Javel avant de la boire. L'accès à une eau de qualité reste donc limité impactant la qualité de la consommation alimentaire. Dans les zones rurales, plus de 50 % des ménages n'ont pas accès aux services de base en matière d'eau potable selon l'OMS, dont environ un tiers utilise des sources non aménagées qui ne répondent pas aux exigences sanitaires minimales (eaux souterraines/forages). La plus faible proportion de ménages ayant accès à une source d'eau améliorée se trouvait dans la zone rurale de Tadjourah.



# CARTE ET TABLEAU DE POPULATION DE LA SITUATION PROJÉTÉE (JUILLET - DÉCEMBRE 2022)



## LÉGENDE

### Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine

### Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

### La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
- Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

### Niveau de preuve

\*\* Moyen

Région	Région analysée	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Ali Sabieh	Ali Addeh Camp	17 013	3 403	20	5 955	35	6 805	40	851	5	0	0	3	7 656	45
	Ali Sabieh Rural	15 356	4 607	30	6 142	40	3 839	25	768	5	0	0	3	4 607	30
	Ali Sabieh Ville	31 195	12 478	40	10 918	35	7 799	25	0	0	0	0	3	7 799	25
	Holl-Holl Camp	8 012	2 003	25	2 404	30	3 205	40	401	5	0	0	3	3 606	45
	<b>Total</b>	<b>71 576</b>	<b>22 490</b>	<b>31</b>	<b>25 419</b>	<b>36</b>	<b>21 648</b>	<b>30</b>	<b>2 019</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>23 667</b>	<b>33</b>
Arta	Arta Rural	22 791	4 558	20	9 116	40	7 977	35	1 140	5	0	0	3	9 117	40
	Arta Ville	14 159	4 956	35	6 372	45	2 124	15	708	5	0	0	3	2 832	20
	<b>Total</b>	<b>36 950</b>	<b>9 514</b>	<b>26</b>	<b>15 488</b>	<b>42</b>	<b>10 101</b>	<b>27</b>	<b>1 848</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>11 948</b>	<b>32</b>
Dikhil	Boulaos	82 136	20 534	25	45 175	55	16 427	20	0	0	0	0	3	16 427	20
	Dikhil Ville	24 806	9 922	40	11 163	45	3 721	15	0	0	0	0	2	3 721	15
	<b>Total</b>	<b>106 942</b>	<b>30 456</b>	<b>28</b>	<b>56 338</b>	<b>53</b>	<b>20 148</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>20 148</b>	<b>19</b>
Djibouti Ville	Balbala	411 611	226 386	55	123 483	30	61 742	15	0	0	0	0	2	61 742	15
	Boulaos	368 284	239 385	65	92 071	25	36 828	10	0	0	0	0	2	36 828	10
	<b>Total</b>	<b>779 895</b>	<b>465 771</b>	<b>60</b>	<b>215 554</b>	<b>28</b>	<b>98 570</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>98 570</b>	<b>13</b>
Obock	Markazi Camp	2 862	572	20	1 145	40	1 002	35	143	5	0	0	3	1 145	40
	Obock Rural	52 839	18 494	35	23 778	45	7 926	15	2 642	5	0	0	3	10 568	20
	Obock Ville	21 136	6 341	30	10 568	50	3 170	15	1 057	5	0	0	3	4 227	20
	<b>Total</b>	<b>76 837</b>	<b>25 407</b>	<b>33</b>	<b>35 490</b>	<b>46</b>	<b>12 098</b>	<b>16</b>	<b>3 842</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>15 940</b>	<b>21</b>
Tadjourah	Tadjourah Rural	93 623	18 725	20	56 174	60	14 043	15	4 681	5	0	0	3	18 724	20
	Tadjourah Ville	15 852	2 378	15	10 304	65	3 170	20	0	0	0	0	3	3 170	20
	<b>Total</b>	<b>109 475</b>	<b>21 102</b>	<b>19</b>	<b>66 478</b>	<b>61</b>	<b>17 214</b>	<b>16</b>	<b>4 681</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>21 895</b>	<b>20</b>
<b>Grand Total</b>		<b>1 181 675</b>	<b>574 741</b>	<b>49</b>	<b>414 767</b>	<b>35</b>	<b>179 778</b>	<b>15</b>	<b>12 390</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>192 168</b>	<b>16</b>

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue.

## VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE (JUILLET - DÉCEMBRE 2022)

La période de projection (juillet - décembre 2022) commence avec la période de soudure principale pour Djibouti. Au cours de cette période, le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée devrait augmenter de manière significative dans toutes les zones analysées. Partant du constat que Djibouti a une très faible production agricole nationale, et est fortement dépendant des importations pour son approvisionnement en produits alimentaires, cette situation rend le pays très vulnérable et plus particulièrement dans le contexte actuel du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

De ce fait, en fonction du prolongement de ce conflit et de ses effets sur les échanges économiques mondiaux, les prix des aliments importés d'Ukraine et de Russie pourraient considérablement augmenter. Par ailleurs, du fait de l'augmentation prévue du prix du carburant, toutes les importations seraient négativement impactées. Ce scénario pourrait donc contribuer à la détérioration de la disponibilité et l'accessibilité aux produits alimentaires de base.

Ainsi, sur la période projetée de l'analyse (juillet à décembre 2022), il est prévu que le pouvoir d'achat des ménages baisse de manière significative. A cause du conflit entre Ukraine et la Russie, le niveau des prix pourrait demeurer élevé sur cette période, rendant plus difficile l'accès des ménages aux denrées alimentaires.

Une pluviométrie très faible surtout au niveau des zones rurales diminuerait le pouvoir d'achat des ménages en ce sens que les dépenses liées aux fourrages augmenteraient. Cela pourrait se traduire par une baisse de la consommation alimentaire des ménages dans les zones rurales.

Dans l'ensemble, une détérioration de la consommation alimentaire et des moyens d'existence est attendue. Cette détérioration impliquerait un changement dans la classification de l'insécurité alimentaire aiguë dans la majorité des régions, et entraînerait un accroissement du nombre de personnes en besoins d'assistance (Phase 3 et plus de l'IPC). Ainsi, seules trois zones devraient rester classifiées en situation de stress (Phase 2 de l'IPC), plus particulièrement Dikhil ville, Boulaos et Balbala, tandis que toutes les autres zones devraient se maintenir en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

### Assistance alimentaire :

Au cours du premier trimestre de l'année 2022 et du reste de la période actuelle de l'analyse, les réfugiés des camps de Markazi à Obock et d'Ali Addeh et Holl-holl à Ali Sabieh ont reçu une aide alimentaire importante du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Sur les quelques 3 403 ménages (17 013 réfugiés) du camp d'Ali Addeh, au moins 78 % reçoivent une aide alimentaire humanitaire suffisante pour couvrir 87 % de leurs besoins caloriques (2 100 kcal recommandés par personne par jour). Dans le camp de Holl-Holl, environ 81% des 1 602 ménages (8 012 réfugiés) reçoivent une aide alimentaire humanitaire pour couvrir 87% de leurs besoins caloriques ; tandis que dans le camp de Makarzi à Obock, sur les quelque 572 ménages (2 862 réfugiés), 42% des ménages reçoivent une aide alimentaire humanitaire qui couvre 100% de leurs besoins caloriques. Cette assistance est programmée et financée pour durer jusqu'en septembre 2022, dans la période de projection, avec la possibilité de s'étendre pour couvrir le reste de la période de projection.

Pour les zones rurales, l'aide alimentaire humanitaire prise en compte dans cette analyse provient du PAM et commence à partir du 2ème trimestre 2022 et devrait également se poursuivre jusqu'en septembre 2022. Dans la plupart des cas, une moyenne de 92% des besoins caloriques sont couverts pour un nombre variable de bénéficiaires, dans différentes zones rurales. Seuls Ali Sabieh et Arta ont une couverture significative de la population avec respectivement 97% et 53% des populations recevant une aide alimentaire. Cette aide apportée au reste des zones rurales couvre moins de 25% des ménages. Il n'y avait pas d'autres programmes signalés fournissant une assistance alimentaire dans les zones urbaines, à l'exception de l'aide alimentaire humanitaire du PAM de Djibouti Boulaos et de Djibouti Balbala touchant chacun 2 % des ménages recevant une aide couvrant 92 % de leurs besoins caloriques.

### Hypothèses-clés pour la période prévue

#### Crise en Ukraine et tendance des prix:

En fonction de l'évolution de la guerre en Ukraine, la capacité du pays à assurer les importations de certains produits alimentaires de base pourrait avoir un effet sur les prix à la consommation, avec une tendance haussière non négligeable. Les prix des aliments importés d'Ukraine et de Russie pourraient augmenter de plus en plus. A cela pourrait s'ajouter la hausse du prix du carburant.

**Le pouvoir d'achat des ménages :** Le pouvoir d'achat des ménages Djiboutiens déjà affaibli suite à la pandémie de COVID-19 pourrait potentiellement davantage baisser à cause des effets combinés de la guerre en Ukraine et la hausse observée des prix des denrées alimentaires.

#### Conditions de sécheresse et aléas climatiques:

Le manque de pluies et la sécheresse récurrente devraient persister et impacter négativement les moyens d'existences des éleveurs en milieu rural. La dégradation continue des pâturages pourrait pousser les éleveurs à recourir à l'achat d'aliments pour animaux, dont les prix sont prévus à la hausse, pour nourrir leurs cheptels et préserver leurs moyens d'existence.

## RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

### Priorités de réponse

Afin de soutenir les populations affectées par l'insécurité alimentaire, ainsi que l'ensemble des populations en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus, il est recommandé de :

- Une réponse urgente est nécessaire pour sauver des vies, réduire les écarts de consommation alimentaire et protéger les moyens de subsistance des personnes en insécurité alimentaire de Crise et d'Urgence (Phase 3 et 4 de l'IPC).
- Mettre en place des mécanismes visant à faciliter les importations des produits alimentaires de base, principalement en cette période de conflit en Ukraine et en Ethiopie, afin de garantir la disponibilité des aliments sur les marchés.
- Mener des activités de sensibilisation et de formation nutritionnelle pour augmenter la consommation des aliments diversifiés et les bonnes pratiques culinaires, dans les camps de réfugiés.
- Soutenir les initiatives locales qui encouragent la reprise des activités économiques formelles et informelles, en particulier celles qui ont été fortement affectées par la pandémie de COVID-19 et réduire les effets des coûts élevés des frets/ transports maritimes, ferroviaires et routiers.
- Soutenir et renforcer les activités de prise en charge nutritionnelle, de sensibilisation et de formation nutritionnelle afin d'augmenter la diversification alimentaire, en particulier dans les zones à forte prévalence de Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) et de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS).
- Pour les réfugiés, poursuivre les actions visant à faciliter leur accès à une alimentation de qualité, en quantité suffisante, et renforcer leur intégration locale à travers l'appui à des activités de résilience.

### Priorités pour la collecte des données et le suivi de la situation

- Continuer à soutenir et renforcer les enquêtes clés qui contribuent périodiquement à l'analyse IPC, assurer le renforcement des capacités institutionnelles, et œuvrer pour l'amélioration des outils de collecte afin de mieux capter les différents facteurs contributifs de l'insécurité alimentaire.
- Encourager la mise en place ou le renforcement des mécanismes existant du suivi régulier de la situation, et soutenir les initiatives d'alerte précoce qui permettent d'anticiper les catastrophes et les risques divers.

### Facteurs de risques à surveiller

- Sécheresse : Les conditions de sécheresse sont cruciales à surveiller compte tenu du niveau de dégradation constatés sur la période courante de l'analyse.
- Prix des denrées alimentaires : Surveiller la tendance des prix des denrées alimentaires de base importées suite au conflit en Ukraine. L'augmentation des prix des denrées alimentaires ainsi que la faible production locale sont des facteurs de risques à surveiller (cas de l'huile dont les produits de base sont importés de la Malaisie).
- La guerre Ukraine - Russie : L'évolution de la situation en Ukraine et ses impacts sur l'économie djiboutienne doivent être surveillés en permanence.
- Conflits armés au Tigré : Il est également important de continuer à suivre l'évolution du conflit armé dans la région du Tigré éthiopien et ses effets sur le commerce transfrontalier entre Djibouti et l'Éthiopie.

## PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

Le groupe de Travail Technique (GTT-IPC) de Djibouti a réalisé une analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë (AFI) pour déterminer la situation dans les cinq zones rurales et sept zones urbaines pour la période actuelle de mars à juin 2022. Ce même exercice a été fait pour la période projetée, de juillet à décembre 2022. L'atelier d'analyse a débuté le 20 mars et s'est terminé le 24 mars 2022. Il a été précédé d'une formation sur l'AFI de Niveau 1 de quatre jours sur les protocoles du Manuel IPC version 3.1. Les participants provenaient du ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques (MAEPE-RH), du ministère de la Santé, du ministère des Affaires sociales, du ministère de l'Environnement, de l'agence de gestion des risques de catastrophe, des préfectures régionales, de SOS SAHEL, l'INSTAD, l'ONARS, la FAO, le PAM, UNHCR et des ONGs. L'atelier d'analyse a été facilité par le gouvernement djiboutien à travers le GTT IPC, avec l'assistance technique de l'équipe de support global (GSU) de l'IPC. Les informations d'analyse ont été traitées à l'aide du système de support d'informations IPC (ISS) conformément aux protocoles IPC.

Les principales données utilisées pour l'analyse des facteurs contributifs et des éléments de résultats provenaient du système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNMS) du PAM en collaboration avec l'Institut national de la statistique (INSTAD) de Djibouti. Ces données ont été collectées en janvier et février 2022. Les données pour les camps de réfugiés provenaient du suivi post-distribution (PDM) des communautés d'accueil et de réfugiés qui ont été collectées en novembre et décembre 2021 par le PAM. Les données des prix et de la pluviométrie (précipitations et conditions de végétation) ont été fournies par le PAM. L'Agence Nationale de Météorologie a également partagé des données sur le climat. Les données sur l'indice des prix à la consommation provenaient quant à elle de l'INSTAD.

### Limites de l'analyse

Bien que cette analyse ait été conduite conformément aux protocoles IPC concernant le nombre de preuves nécessaires pour classer les zones analysées, les données sur la productivité agricole n'étaient pas disponibles pour les zones engagées dans l'activité d'agriculture. L'analyse aurait pu également bénéficier de facteurs contributifs plus diversifiés pour une meilleure prise de décision.

Les données sur les camps de réfugiés ont été collectées en novembre - décembre 2021 et les données sur les zones rurales et urbaines ont été collectées en janvier - février 2022, soit avant le déclenchement du conflit Ukraino-Russe. Les informations disponibles concernant l'impact du conflit sur la situation de sécurité alimentaire de Djibouti ont été analysées et intégrées dans l'analyse actuelle et utilisées pour établir des hypothèses pour la période de projection. Cependant, la difficulté de prédire avec précision l'évolution de la guerre entre l'Ukraine et la Russie et sa durée, ainsi que ses impacts, laissent place à une plus grande interprétation de la situation.

### Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

### Pour de plus amples informations, contacter:

**Mr. Mouktar Mahamoud**

Président du groupe de travail  
Technique IPC  
[mouktar.m.w@hotmail.fr](mailto:mouktar.m.w@hotmail.fr)

Unité de soutien global IPC  
[www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org)

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du MAEPE-Djibouti. Elle a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO et du PAM.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition conduite à l'aide des protocoles IPC, développés et mis en œuvre par le Partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim, CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWSNET, le groupe sectoriel (cluster) sécurité alimentaire, le groupe sectoriel (cluster) malnutrition, l'IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, la SADC, Save the Children, l'UNICEF et le PAM.

### Partenaires de l'analyse IPC:

